L'ABEILLE.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN, ... 8 piastres par mois
De ..... 2 piastres par semaine, 50 c. payable d'avance

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 17 MARS 1842.

Pour Président des Etats-Unis:
HENRY CLAY.
Pour Vice-Président:
WINFIELD SCOTT.
Pour Gouverneur:
HENRY JOHNSON.
Pour Maire:
WILLIAM FRERET.

ALLEMAGNE.

DROITS SUR LES SUCRES.

Chemins de fer.—Dans l'espèce de calme passager dont l'Europe jouit depuis quelques mois, les questions industrielles semblent avoir remplacé les questions politiques; non pas seulement dans la presse et dans le public, mais dans les préoccupations des principaux cabinets. Les deux grandes puissances de l'Allemagne surtout y donnent une attention toute particulière. La Prusse qui n'en est pas sous ce rapport à son coup d'essai et qui a su depuis quelques années déjà s'assurer une influence commerciale dont elle nécessairement se ressentir sa prépondérance politique, la Prusse continue son œuvre et, tout en travaillant pour elle, travaille aussi dans l'intérêt général des petits états qu'elle a réunis sous la loi du Zoll-Verein. Elle vient de faire prendre par les députés de cette Association une mesure qui est tout-à-la fois une sage disposition industrielle et un habile coup de politique; elle a fait décider que les sucres étrangers seraient frappés à l'avenir du droit élevé auxquels ils étaient soumis, il y a quelques années.

L'Allemagne, on le sait, a donné une grande extension à la fabrication du sucre de betterave et la production indigène s'y trouve en concurrence avec la production d'Outre-mer. Les Etats méridionaux, essentiellement agricoles, se sont livrés plus particulièrement à cette nouvelle industrie; ils réclamaient donc pour elle une protection, dont les Etats du Nord se passeraient bien. Ces derniers en effet trouveraient un véritable avantage à l'introduction libre du sucre étranger, dont la presque totalité devrait nécessairement passer par leur ports. Lorsque l'Association douanière s'organisa dans le Nord, on comprit qu'il fallait, pour décider les Etats méridionaux à y entrer, leur accorder une protection réelle; et sacrifiant pour un intérêt plus grand l'intérêt particulier des Etats septentrionaux, on établit un droit de 5 thalers sur les sucres bruts des colonies, de 10 thalers sur les sucres de qualité moyenne et de 15 thalers sur les sucres raffinés. Grâce à ces droits, les sucreries allemandes prirent un immense développement.

Au bout de quelques années, l'association douanière crut que la fabrication de sucre indigène, pouvait lutter sans désavantage contre l'importation; elle voulut abaisser les droits primitivement établis. Elle comptait ainsi arriver à se créer une marine dont elle manquait et à ouvrir des débouchés pour les manufactures qui s'étaient singulièrement multipliés dans le Nord. Elle conclut donc en 1838 avec la Hollande un traité par lequel les droits sur les sucres étrangers étaient diminués de moitié. Les négociations avaient eu lieu si secrètement que les intéressés même n'en eurent pas le moindre soupçon, et lorsque le traité fut mis au jour, il excita une grande surprise et bientôt les réclamations les plus vives. Les commissaires de l'Union s'étaient trompés: la protection était encore indispensable au sucre de betterave et l'on en eut

[illegible]

fabriques de sucre indigène, qui étaient dans la plus grande prospérité, se trouvaient ruinées. Les plaintes retentirent à travers toute la Confédération douanière. Le moyen, les réclamations ne pouvaient qui sont énergiques, qu'il fut obligé de remettre en vigueur l'ancien tarif.

Dans cette circonstance la Prusse donna une nouvelle preuve de son tact politique. Le parti des pages d'après la vivacité des réclamations qui avait lieu d'agir, elle prit résolument l'initiative des changements. Elle comptait en [illegible] dans cette session, elle manifestait, par l'organe du ministère des finances, sa sympathie pour la protection du sucre indigène. Sous cette influence, les commissaires de l'Union des Douanes [illegible] le chiffre élevé de l'ancien droit et le traité avec la Hollande n'a pas été renouvelé. Cette décision eut pour la Prusse un double avantage: elle a fait le roi de Hollande d'avoir refusé au Duché de Luxembourg l'association de l'union au Zoll-Verein, en même temps elle augmenté son accès sur le marché de l'Allemagne méridionale en prenant l'initiative d'une mesure essentiellement populaire. Elle empêche ainsi les Etats méridionaux de l'Allemagne de songer à un plan particulier d'Association douanière.

Tandis que la Prusse marche par cette habile conduite à la suprématie en Allemagne, le gouvernement Autrichien entre dans la voie des améliorations, et [illegible] qu'il veut entreprendre ne lui conquiert pas une nouvelle influence politique, elle permet du moins d'être bien avantagée extrême pour toutes les parties de l'Empire. Ce gouvernement comprend la nécessité de [illegible] chemins de fer, et pour de [illegible] la [illegible] de [illegible] à la charge de leur [illegible] [illegible] offrent des conditions avantageuses pour [illegible] [illegible] [illegible]